

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**LOTIERIE NATIONALE SENEGALAISE  
(LONASE)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus la Loterie Nationale Sénégalaise (LONASE) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Loterie Nationale Sénégalaise (LONASE) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

La LONASE a présenté à la mission 20 marchés dont la valeur globale est estimée à 894 802 575 F CFA ; nos contrôles et vérifications sur les marchés présentés ont porté sur

un échantillon représentatif de 14 marchés estimés à 783 234 457 F CFA, soit un taux de couverture globale de 70,00 % en nombre et de 87,53 % en valeur. La mission a par ailleurs couvert des opérations sélectionnées par sondage à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs pour une valeur de 3 697 555 814 F CFA.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

#### A. Réserves

##### **SUR DES OPÉRATIONS DE PASSATION DES MARCHÉS INITIÉES ANTÉRIEUREMENT À LA GESTION 2011 ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE**

1. l'examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et des extraits des comptes du grand livre des fournisseurs **INTIGRAF et MUNIF GROUP SA** a permis de constater qu'à la place du contrat par entente directe non autorisée signé **le 29 septembre 2009** avec INTIGRAF pour la fourniture de tickets de grattage (loterie instantanée), la LONASE a signé le **20 octobre 2010** un nouveau contrat avec **MUNIF GROUP** pour les mêmes prestations pour un montant de 98 393 550 F CFA (dette enregistrée le 4 mars 2011). Ledit contrat stipule en substance dans son préambule que INTIGRAF n'ayant pas pu procéder à la livraison des produits bien qu'ayant encaissé l'avance de 25% du montant du marché non couverte par une garantie bancaire (24 598 388 F CFA payés le 19 octobre 2009 par deux virements respectifs SGBS et BICIS de 14 000 000 F CFA et 10 598 388 F CFA), la société MUNIF GROUP a décidé de racheter le contrat de INTIGRAF dans les formes et conditions arrêtées .... Ce faisant, nous sommes dans un cas de cession d'un marché public (rappelons que le premier marché n'avait pas donné lieu à une mise en concurrence). Nous précisons par ailleurs qu'une cession d'un marché public obéit au respect de règles de forme et de fond qui ont toutes été ignorées par la LONASE. En effet, nonobstant la nécessité pour la LONASE de donner préalablement et formellement son assentiment après une appréciation objective des garanties professionnelles et financières apportées par le cessionnaire dont l'existence doit résulter d'un changement affectant la forme ou la structure juridique du titulaire sans remettre en cause les éléments du choix initial, ni l'économie du marché, ni le titulaire du marché aux termes de l'article 23-2b du CMP (opération de scission, de fusion ou d'absorption). Cette cession doit se traduire par la signature d'un **avenant de transfert** entre le Cédant (INTIGRAF), le Cessionnaire (MUNIF GROUP) et le Cédé (La LONASE). Aucun avenant de transfert n'a été signé par les trois parties ; en lieu et place, un nouveau contrat a été signé entre MUNIF GROUP et la LONASE. Le dossier de passation qui nous a été transmis contient un mail adressé à Khes70@yahoo.fr dans lequel Monsieur Francesco Spreafico donne l'autorisation de traiter avec MODIFGROUP et non MUNIF GROUP. Nous sommes de fait dans un cas de **substitution d'un nouveau contractant à celui initialement choisi par l'Autorité Contractante**, ce qui constitue un **changement d'un des termes essentiels du contrat**. Aucun élément du dossier ne permet de connaître les dispositions qui ont été prises par la LONASE pour recouvrer l'avance indûment perçue par INTIGRAF. En définitive, la LONASE a conclu un nouveau contrat par Entente Directe non autorisée en lieu et place du premier et a payé à INTIGRAF une avance dont la preuve du recouvrement effectif n'est pas établie même si elle a été imputée au débit du compte de MUNIF GROUP. Ce mouvement débiteur a été enregistré à tort dans le

compte du MUNIF GROUP car il est assimilable à une cession de créance alors qu'un **acte de cession** entre le cédant virtuel (INTIGRAF) et le cessionnaire (MUNIF GROUP) n'a pas été signifié par voie d'huissier au débiteur cédé (LONASE) et aucune **acceptation de la cession par acte authentique** n'a été établie pour se conformer aux règles qui régissent la cession de créances.

2. l'examen des comptes du grand livre de TBG a permis de noter des opérations correspondant au coût des prestations relatives à un contrat conclu par entente directe non autorisée le **1<sup>er</sup> octobre 2009 pour une durée de sept ans en violation des dispositions des articles 14 et 76 du CMP**. L'examen du contrat qui porte sur la modernisation et l'informatisation de la LONASE moyennant des honoraires mensuels de 131 250 000 F CFA soient 1 575 000 000 HT par an, a permis d'y noter une clause pénale extrêmement contraignante en cas de résiliation abusive et susceptible, si elle est appliquée, de compromettre irrémédiablement la continuité de l'exploitation de la LONASE. Cette clause stipule que :
  - si la résiliation intervient dans les quatre premières années de la durée initiale du contrat, la LONASE paiera une pénalité équivalente à 18 mois de redevances mensuelles calculées sur la base du Chiffre d'Affaires Global Brut de l'exercice précédent avec un minimum de 35 milliards de F CFA ;
  - si la résiliation intervient dans les trois dernières années de la durée initiale du contrat, la LONASE paiera une pénalité équivalente à 12 mois de redevances mensuelles calculées sur la base du Chiffre d'Affaires Global Brut de l'exercice précédent avec un minimum de 35 milliards de F CFA.

Il s'y ajoute que le montant de la clause pénale est à payer dans les 30 jours à compter de sa notification et ceci sans besoin d'accomplir toute autre formalité judiciaire ou extra judiciaire quelconque. De même, la LONASE devra restituer la totalité des équipements dans un délai ne pouvant excéder trois mois à compter de la résiliation du contrat y compris les équipements graduellement transférés (la LONASE renonce à réclamer le transfert de propriété de tout ou partie de l'équipement les sommes déjà payées étant considérées comme la contrepartie de la mise à disposition et de l'utilisation des équipements). Il s'agit donc d'un contrat passé en violation des dispositions de la réglementation des marchés publics, fortement déséquilibré en défaveur de la LONASE au point de constituer un risque pour la continuité de l'exploitation. Dans ce contrat léonin, la LONASE n'a pas pris suffisamment de garanties pour la sauvegarde des ressources publiques.

3. un contrat **d'entretien et de maintenance d'une part du réseau commercial** signé le 6 août 2009 avec ALHAKAM DADER pour un montant mensuel de 18 000 000 F CFA HT soit **254 880 000 F CFA TTC** par an a été anormalement renouvelé par tacite reconduction en vertu de l'article 6 du contrat de base. Ni le contrat, ni les factures émises par le prestataire ne donnent d'indications sur le nombre et la localisation des kiosques qui composent le réseau à entretenir. Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement et les paiements ont été effectués sur la base de factures non certifiées laissant subsister une incertitude sur la matérialité et l'effectivité des prestations (les chefs d'agence sont au moins censés certifier le service fait préalablement à leur mise en règlement). En outre, les factures TTC émises

par le fournisseur ne donnent aucune indication sur son immatriculation au Registre de Commerce et sur son inscription au NINEA qui l'autorise à facturer la TVA.

4. un contrat d'**entretien et de maintenance des magasins et agences** de la LONASE signé le 9 mars 2010 avec GTTC pour un montant mensuel de 7 500 000 F CFA HT soit **106 200 000 F CFA TTC** par an a été anormalement renouvelé par tacite reconduction. Ni le contrat, ni les factures émises par le prestataire ne donnent d'indications sur le nombre et la localisation des magasins et agences à entretenir. Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement et les paiements ont été effectués sur la base de factures non certifiées laissant subsister une incertitude sur la matérialité et l'effectivité des prestations (les chefs d'agence sont au moins censés certifier le service fait). En outre, les factures TTC émises par le fournisseur ne donnent aucune indication sur son inscription au NINEA qui l'autorise à facturer la TVA.
5. une convention de **Maîtrise d'Ouvrage Déléguée** avait été signée le 1<sup>er</sup> janvier 2008 avec l'ENTREPRISE DAROU MOUHTY (EDM) pour une période de six mois tacitement reconductible pour des honoraires mensuels estimés à 10 000 000 de FCFA H TVA en violation des dispositions des articles 52-3, 75, 76 et 79 du CMP. Outre la sélection par Entente Directe non autorisée du MOD en violation des dispositions de l'article 76 du CMP, la clause de tacite reconduction insérée dans l'article 6 du contrat est illicite en matière de marchés publics, contraire au principe général de remise en concurrence périodique et constitue une cause de nullité absolue du contrat qui est regardé comme n'ayant jamais existé. Il s'y ajoute que ce montant mensuel a été porté à 25 325 000 F CFA dans un nouveau contrat signé le 1<sup>er</sup> janvier 2009 qui, dans son préambule, stipule que la convention annule et remplace le contrat signé le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le nouveau contrat conclu encore par entente directe non autorisée couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 30 juin 2010 toujours renouvelable par tacite reconduction au regard de l'article 6 dudit contrat. Les factures émises au titre de l'exercice 2011, non payées par ailleurs, se chiffrent à 89 650 500 F CFA sur un montant annuel du marché estimé à 358 602 000 F CFA.
6. l'examen du compte du grand livre du fournisseur ECPS a permis d'identifier des paiements pour un montant cumulé de 25 000 000 F CFA HT soit 29 500 000 F CFA TTC relatifs à **un contrat par entente directe non autorisée pour la construction de 25 kiosques.**
7. nous avons noté que **la Commission des Marchés de la LONASE est irrégulièrement constituée car elle comprend en son sein d'une part, le Contrôleur de Gestion et d'autre part, le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipement également membre de la Cellule de Passation des Marchés.** Nous rappelons qu'au terme de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante. Dès lors, le Contrôleur de Gestion ne peut être membre de la Commission des Marchés et le Directeur de l'Administration Générale et de

l'Equipeement ne peut pas non plus être à la fois dans la Commission des Marchés et dans la Cellule de Passation des Marchés.

## **SUR DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES RELATIVES A LA GESTION 2011**

8. l'examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et du compte du grand livre du fournisseur EMG a permis d'identifier **deux contrats (5 avril et 17 juin 2011) par entente directe non autorisée pour l'acquisition de trois véhicules pour un montant cumulé de 74 479 976 F CFA HT soit 87 886 372 F CFA TTC**. Le contrat relatif à l'achat d'une TOYOTA LAND CRUISER en date du 5 avril 2011 pour un montant de 54 846 372 F CFA TTC n'est pas enregistré et a été approuvé par le Directeur Général alors qu'il n'avait pas été souscrit par l'attributaire.
9. un **contrat par entente directe non autorisée a été signé avec CEPIC pour la réalisation de supports audiovisuels pour un montant estimé à 116 584 000 F CFA TTC**. Ce contrat ne porte pas de date, n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement et comporte une clause de paiement d'une avance de 25% non couverte par une garantie de restitution d'avance.
10. un **contrat par Entente Directe non autorisée a été signé le 21 septembre 2011 avec LIDOYA au motif qu'il détient l'exclusivité de la prise des paris des courses hippiques de PMU France pour un montant de 9 000 000 F CFA/ semaine soit 468 000 000 F CFA /an**. A ce montant, s'ajoute une créance de PMU France sur la LONASE de 666 000 euros soit 436 867 362 F CFA. Le dossier ne comprend ni contrat d'exclusivité, ni avis de la DCMP sur l'Entente Directe, ni acte de cession de créances entre PMU France et LIDOYA dûment notifié à la LONASE et accepté dans les formes requises par cette dernière. Cette cession de créances a par conséquent été enregistrée à tort par la LONASE qui n'a pas produit à l'appui de son enregistrement comptable un **acte de cession** entre le cédant (PMU FRANCE) et le cessionnaire (LIDOYA) qui lui aura été dûment signifié par voie d'huissier en sa qualité de débiteur cédé et aucune **acceptation de ladite cession par acte authentique** n'a été établie non plus pour se conformer aux règles qui régissent une telle opération.
11. un marché relatif à l'acquisition de 18 000 tee-shirts a été attribué au GIE LA RENAISSANCE (Bon de Commande N° 1186 du 19 juillet 2011 pour un montant de 29 736 000 F CFA) au terme d'une consultation marquée par des signes de collusion manifeste entre les fournisseurs BOUSSO CONSTRUCTION, GIE LE DJOLOFF, GESCO, COTEMCO. Nonobstant le dépôt de factures pro forma dont la présentation laisse entrevoir qu'elles proviennent de la même source (le GIE LE DJOLOFF et le GIE LA RENAISSANCE ont le même NINEA), les quatre autres candidats ont coté leurs offres de prix au-delà du seuil de passation des marchés par DRP ce qui les élimine automatiquement. Cette situation est incompréhensible pour des fournisseurs qui ont l'habitude de soumissionner pour l'obtention de marchés, ce qui renforce les soupçons de collusion de fournisseurs s'auto éliminant au profit du candidat pressenti. Nous notons par ailleurs que la Commission des Marchés n'a pas été associée au processus d'évaluation de cette cotation pilotée par une entité non habilitée à cet effet.



12. le marché **de confection de 3 500 000 ALR et 1 500 000 PLR a été attribué à GTTC pour un montant de 25 665 000 F CFA TTC au terme d'une procédure organisée en dehors de la Commission des Marchés qui n'exerce pas la plénitude de ses attributions** (B/C N° 4860 du 9 juin 2011). L'examen des offres des soumissionnaires (SOTECH, ALHAKAM DADER, AFRITEX, WALEED DAABOUL) a permis de noter qu'elles sont préparées sur du papier libre qui, à l'exception de l'entête et de l'adresse (le fournisseur AFRITEX n'a pas communiqué son adresse), ne renseignent ni sur le numéro d'enregistrement au Registre du Commerce, ni sur le numéro d'identification fiscale (NINEA) et ne donnent pas de numéro de téléphone (exception faite de SOTECH qui a communiqué un numéro de téléphone portable). Le dossier qui nous a été transmis ne comprend ni lettre d'invitation à soumissionner, ni procès verbal d'attribution (seul le tableau récapitulatif des offres de prix est joint à la liasse comptable), ni lettre d'information des soumissionnaires non retenus au terme de la procédure. Ces insuffisances dans le degré de formalisation des procédures de consultation et d'évaluation ont été notées sur plusieurs autres acquisitions (BC N° 4547 pour l'acquisition de Tee-shirts attribuée à MUNIF GROUP pour 6 608 000 F CFA, BC du 15 décembre 2011 pour l'acquisition de 15 splits attribuée à FABU SERVICE pour un montant de 5 805 600 F CFA...) illustrant le non respect des dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.
13. un **achat de bobines thermiques a été effectué au terme d'une procédure de DRP** attribuée à **PAPEX** le 24 février 2011 pour un montant de **29 854 000 F CFA** (BC N° 180). Au-delà des non conformités liées au non respect du formalisme requis évoqué ci-avant, **le mode de passation choisi par la Direction pour passer ce marché par DRP ne se justifie pas au regard des volumes d'achat de ce type de produit sur un exercice** (l'achat a été effectué avant la décision N°033 /11/ARMP/CRD du 16 mars 2011 autorisant la LONASE à passer le marché exceptionnellement par DRP pour une période de trois mois, les achats de bobines thermiques, de bulletins ALR et de bulletins PLR afin d'assurer la continuité du service public des jeux). Nous notons sous ce rapport qu'un Bon de Commande a été émis le 22 juin 2011 pour un montant de 29 671 100 F CFA (date d'expiration de la période de validité de l'autorisation délivrée par l'ARMP si on se base sur la date de transmission de la décision N° 33/11), au terme d'une procédure de sélection marquée par les mêmes insuffisances évoquées ci-avant et qui a vu concourir PAPEX , BURO PLUS et STABURO qui ont parties liées altérant ainsi les règles d'une saine concurrence. Au regard des dates de livraison de cette commande (la première livraison est intervenue près de deux mois après l'émission du bon de commande) qui se sont échelonnées du 19 août au 15 septembre 2011. Une autre DRP (BC N° 4783 du 27 juin 2011) pour un montant de 29 671 100 F CFA a été lancée après l'expiration de la date limite de validité de l'autorisation ci-avant mentionnée, l'essentiel des livraisons y relatives étant faites en novembre 2011 soit près de cinq mois après l'émission du bon de commande. Les éléments du fractionnement proscrit par l'article 54-2 du CMP sont ainsi constitués.
14. un **contrat d'intermédiation sociale a été conclu par ED non autorisée** avec ELH MOUHAMADOU EL HABIB LY pour un montant annuel de 26 400 000 F CFA. Ledit contrat contient dans son article 2 une clause de reconduction tacite illicite en

matière de marchés publics et cause de nullité absolue du contrat. Il s'y ajoute que le dossier ne comprend aucune justification de la matérialité des prestations.

15. **un contrat par entente directe a été signé le 6 décembre 2010 pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 avec LE MESSENGER pour des insertions publicitaires quotidiennes pour un montant mensuel de 4 500 000 F CFA HT ;** le contrat a été renouvelé dans un protocole d'accord en date du 22 juin 2011 pour une autre période de six mois ce qui fait un marché global de **63 720 000 F CFA TTC** conclu en dehors de toute procédure concurrentielle en violation de l'article 76 du CMP.
16. **un contrat de 29 500 000 F CFA TTC a été conclu avec LYNX CONSULTING pour une campagne de communication institutionnelle. Les offres des cinq soumissionnaires se limitent à des factures pro forma cotant forfaitairement une campagne de communication institutionnelle dont la nature et la consistance ne sont pas définies dans une offre structurée en bonne et due forme.** Nous notons que le dossier qui nous a été remis ne contient pas de lettre d'invitation à soumissionner avec un cahier des charges précis, que la facture de l'attributaire est datée du 17 mars 2011 alors que le contrat est daté du 21 mars, que le paiement intégral de la prestation a été effectué le 1<sup>er</sup> avril 2011 alors que le contrat est censé durer un an.
17. **les polices d'assurance (Globale Dommages – Responsabilité Civile du Chef d'Entreprise – Flotte automobiles) ont été souscrites auprès de la Prévoyance Assurances sans mise en œuvre d'une procédure concurrentielle** pour un montant total de primes estimé à 75 522 530 F CFA.
18. **les travaux de réhabilitation du bureau de Fatick attribués aux Ets KEUR SABARA pour un montant de 14 947 650 F CFA au terme d'une procédure marquée par des signes de collusion entre les fournisseurs SADEO et ESF.** Il s'y ajoute que l'offre de EBTE Serigne Mbaye Guèye a été prise en compte pour l'évaluation alors que ce fournisseur a accusé réception de la lettre d'invitation à soumissionner le 17 juin 2011 soient trois jours après la date limite de dépôt des offres (14 juin 2011). Cette incohérence dans la séquence temporelle de ces étapes du processus de passation des marchés illustre une opération de régularisation.
19. l'examen des offres relatives à une consultation organisée pour l'**achat de casquettes** attribuée à **DARADJI MULTI SERVICES** (Bon de Commande N° 4921 du 21 mars 2011 pour un montant de **7 080 000 F CFA TTC** ) a permis de constater des signes de collusion entre les fournisseurs ESPACE GLOBAL, TECHNOPOINTE PLUS, SOUMBAR EXPRESS SERVICES et MENDA SERVICES. Il s'agit d'un groupe d'entreprises habituées à soumissionner ensemble avec le même mode opératoire marqué par des signes de collusion évidents.
20. la DRP portant organisation d'une **colonie de vacances** a été attribuée à **CTA INCENTIVE** pour **23 642 700 F CFA portée à 27 816 800 F CFA** à la signature du contrat alors qu'aucune disposition du cahier des charges ne prévoit une telle éventualité.



**B. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux :**

1. le contrôle de l'exhaustivité de l'état d'exécution du Plan de Passation des Marchés tout comme des états récapitulatifs des DRP a permis de constater, après recoupement avec les données comptables, de nombreuses transactions qui ne sont pas reflétées dans l'état d'exécution du PPM. Outre les marchés passés hors procédures concurrentielles par la Direction Générale, certaines DRP sont lancées et évaluées par la DAGE hors de la vue de la Commission des Marchés qui n'exerce pas toujours la plénitude de ses attributions ;
2. le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
3. les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, au regard de l'importance des exceptions évoquées ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	11
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	12
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	13
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	21
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	23
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	26
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	30
2.1	Contexte de l'intervention	31
2.2	Objectifs de la mission	32
2.2.1	Objectifs généraux	32
2.2.2	Objectifs spécifiques	32
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	33
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	35
3	Approche méthodologique mise en œuvre	37
3.1	Revue approfondie des textes de référence	38
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	39
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	40
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	41
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	42
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	43
4	Résultats des travaux	44
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	45
4.1.1	Commission des Marchés	45
4.1.2	Cellule de Passation des Marchés	45
4.1.3	Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	46
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	46
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	46
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	46
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la LONASE	46
4.2	Examen des marchés	47
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	47
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	50
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	56

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
LONASE	Loterie Nationale Sénégalaise
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### Constat général sur les appels d'offres

Les convocations pour la séance d'ouverture des plis ont été envoyées aux membres de la commission le jour même de l'ouverture des plis. Le délai de cinq(5) jours francs entre la date de convocation et la date de réunion de la Commission des Marchés institué par l'article 39 du CMP n'a pas été respecté ;

Une copie du registre de présence à la séance d'ouverture des plis n'est pas classée dans le dossier de marché. La tenue de ce registre conformément aux dispositions de l'article 67.3 du CMP est une exigence à laquelle il faut se conformer ;

Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis au soumissionnaire ne figure pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer.

#### AOO N° 3005 Fournitures de programmes de jeu PMU PLR-ALR & Pari Sportif attribué à SODIC pour 56 627 917 FCFA TTC

L'avis d'attribution définitive et la lettre de notification de ladite attribution définitive du marché n'ont pas été classés dans le dossier de marché conformément à l'article 85 du CMP. La Commission qui a siégé pour l'ouverture des plis puis pour l'attribution est irrégulièrement constituée car elle comprend en son sein le Contrôleur de Gestion. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante. Dès lors, le Contrôleur de Gestion ne peut être membre de la Commission des Marchés ;

Il s'y ajoute que deux membres de la CM et leurs suppléants respectifs ont siégé pour l'ouverture des plis. Il convient de préciser que lorsque le membre est présent, son suppléant ne peut pas siéger comme membre délibérant. Le suppléant peut tout au plus assister à la séance d'ouverture



des plis en qualité d'observateur la séance étant publique ;

Un délai anormalement long s'est écoulé entre l'attribution provisoire et l'approbation du marché (près de quatre mois).

**AOO N° 3006 Gardiennage des locaux de la LONASE attribué à FAMBENE Sécurité pour 6 920 700 F CFA TTC**

Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier ;

Nous avons relevé des incohérences dans les informations relatives au délai d'exécution. Ledit délai d'exécution est de quinze (15) mois sur l'Avis d'attribution provisoire, trois (03) mois sur le support de publication de l'avis d'attribution provisoire et douze (12) mois sur l'Avis d'attribution définitive ;

Le contrat prend effet à partir du 1<sup>er</sup> Février 2012 alors qu'il est signé le 06 Février et enregistré le 1<sup>er</sup> mars 2012.

**AO N° 3004 pour la Fourniture en deux lots distincts de bobines thermiques et de bulletins de jeu PMU PLR ALR attribués à MUNIF GROUP et POLYKROME**

Dès approbation des propositions d'attribution des lots 1 et 2, la LONASE aurait dû aviser immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres et publier un avis d'attribution. Or, la notification aux attributaires n'a été faite que le 13 février 2012 alors que l'attribution a été prononcée le 29 septembre 2011 en violation de l'article 83.3 du CMP.

**Constat général sur les DRP**

Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

**DRP N° 3079 Confection de tenues de travail et fourniture de chaussures attribuée à MUNIF GROUP SA pour 15 664 500 FCFA TTC**

Les soumissionnaires MONDIAL BUSINESS, CHERIF INFORMATIQUE et MUNIF GROUP SA ont la même adresse : 12 Rue AMADOU ASSANE NDOYE.

L'examen des offres des candidats a permis de noter de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir une collusion entre les fournisseurs.

**DRP N° 2378 Hébergement et restauration colonie de vacances 2011 attribué aux Etablissements KEUR SABARA pour 14 947 650 F CFA**

Une seule lettre d'invitation datée du 08 Juin 2011, qui indique qu'elle a été adressée à cinq (5) candidats nommés dans la lettre, a été annexée au dossier. Le cahier de transmission ou les décharges des lettres d'invitation adressées aux candidats ne figurent pas dans le dossier ;

Seule l'offre de BOUGAINVILLEES figure dans le dossier. Et paradoxalement, le pli de ce candidat n'a pas été ouvert ;

Le PV d'évaluation ainsi que le PV d'attribution du marché ne figurent pas dans le dossier.

**DRP portant Réhabilitation du bureau de Fatick attribué aux Etablissements Keur Sabara pour 14 947 650 F CFA**

Les lettres d'invitation adressées aux candidats appelés à soumissionner ne comportent ni numéros de référence ni d'accusé de réception en bonne et due forme pouvant nous assurer que les dites lettres ont été bien réceptionnées par leurs destinataires. Il est d'ailleurs curieux en sus de ces anomalies, de constater qu'il a été tenu compte dans l'évaluation des offres, de celle de la société EBTE Serigne Mbaye Guèye dont la lettre d'invitation n'a été reçue que le 17 juin 2011, soit trois jours après l'évaluation des offres ;

Le « tableau de comparaison des cotations » qui tient lieu de PV d'ouverture en date du 14 juin 2011 est signé du 25 juillet 2011. Le dossier ne comporte pas de procès-verbal d'attribution désignant le moins disant comme attributaire ;

Les travaux à réaliser annoncés dans la DRP (Instructions aux soumissionnaires) sont sommaires et réduits à leur plus simple expression. Le document se limite à annoncer des travaux de « réfection-maçonnerie-plomberie- électricité- peinture- étanchéité- menuiserie..... » ; ce qui peut engendrer d'innombrables difficultés à la réalisation des travaux en raison des offres hétéroclites des candidats. La DRP fait référence à des critères d'évaluation qui seront basés sur les spécifications techniques énumérées au paragraphe 3 or aucun critère précis n'est dégagé à ce point ;

Par ailleurs, l'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier un faisceau d'indices de collusion entre les acteurs notamment entre SADEO (Société d'Aménagement de Distribution et d'Equipement) et E.S.F (Entreprise de Services et de Fournitures) dont les offres pourraient

provenir de la même source ;

En raison de la nature des travaux, il aurait fallu s'assurer également du respect des dispositions des articles 44 et 45 du CMP notamment les obligations à satisfaire vis-à-vis des services du Trésor public, de l'IPRES, de la CSS etc ;

Aucun contrat n'est classé dans le dossier de passation de même que les pièces de règlement.

#### **DRP portant Organisation de la Colonie de Vacances 2011 attribuée à CTA INCENTIVE pour 23 642 700 F CFA**

Les lettres d'invitation destinées aux candidats sollicités portent toutes le même numéro de courrier ; elles ont été transmises par fax et accusées de réception à travers le journal de télécopies. Seuls deux soumissionnaires African Connection Tours (ACT) et ADA Voyages ont fait l'objet d'un accusé de réception signé. A l'examen du document intitulé « Tableau de comparaison des cotations » qui fait office de PV d'ouverture et d'attribution, nous constatons qu'une seule offre est reçue de CTA INCENTIVE pour un montant TTC de 23 642 700. Ce montant est destiné à couvrir les excursions et visites, les frais de restauration et d'hébergement ne sont pas inclus ;

Aucune facture définitive n'est attachée au dossier de passation. Un contrat surchargé référencé LONASE/DAGE/DAG/SGCDA /2011 en date du 24 juin 2011 indique un montant de 27 816 800 FCFATTC pour lequel la LONASE s'engage suivant les modalités suivantes :

4 juillet 2011....23 642 700

Au 31/8/2011...3 500 000 représentant les honoraires de CTA. Ceci n'est pas conforme à l'offre de départ qui est de 23 642 700 FCFATTC au lieu de 27 142 700 F soit une augmentation de l'ordre de 3.500.000 F.

#### **DRP Acquisition de 5 000 stylos et 5 000 portes clefs attribuée à KO COMPANY pour 10 620 000 F CFA TTC**

Des signes de collusion ont été notés au vu des factures pro forma entre BOU EL CONSTRUCTION et KO COMPANY qui est le titulaire du marché.

#### **DRP Achat de 23 000 bobines thermiques attribué à PAPEX pour 29 854 000 F CFA TTC**

A l'exception de l'offre de l'attributaire, les montants de toutes les autres offres sont au dessus du seuil de passation des marchés par Appel

d'Offres. Les candidats bien au fait des seuils pour les différents modes de passation se seraient ainsi auto – éliminés au profit de l'attributaire. Ce soupçon de collusion est conforté par le fait que trois des soumissionnaires dont l'attributaire, sont des entreprises ayant parties liées, ce qui fausse le jeu de la concurrence.

#### **DRP Confection de 3 500 000 ARL ET DE 1 500 000 PLR attribué à G.T.C.C pour 25 665 000 F CFA TTC**

Le marché de confection de 3 500 000 ARL et 1 500 000 PLR a été attribué à GTTC pour un montant de 25 665 000 F CFA TTC au terme d'une procédure organisée en dehors de la Commission des Marchés qui n'exerce pas la plénitude de ses attributions (B/C N° 4860 du 9 juin 2011). L'examen des offres des soumissionnaires (SOTECH, ALHAKAM DADER, AFRITEX, WALEED DAABOUL) a permis de noter qu'elles sont préparées sur du papier libre qui, à l'exception de l'entête et de l'adresse (le fournisseur AFRITEX n'a pas communiqué son adresse), ne renseignent ni sur le numéro d'enregistrement au Registre du Commerce, ni sur le numéro d'identification fiscale (NINEA) et ne donnent pas de numéro de téléphone (exception faite de SOTECH qui a communiqué un numéro de téléphone portable). Le dossier qui nous a été transmis ne comprend ni lettre d'invitation à soumissionner, ni procès verbal d'attribution (seul le tableau récapitulatif des offres de prix est joint à la liasse comptable).

#### **DRP Achat de 23 000 bobines thermiques attribué à PAPEX pour 29 854 000 F CFA TTC**

Un achat de bobines thermiques a été effectué au terme d'une procédure de DRP attribuée à PAPEX le 24 février 2011 pour un montant de 29 854 000 F CFA (BC N° 180). Au-delà des non conformités liées au non respect du formalisme requis évoqué ci-avant, le mode de passation choisi par la Direction pour passer ce marché par DRP ne se justifie pas au regard des volumes d'achat de ce type de produit sur un exercice (l'achat a été effectué avant la décision N°033 /11/ARMP/CRD du 16 mars 2011 autorisant la LONASE à passer exceptionnellement par DRP pour une période de trois mois, les achats de bobines thermiques, de bulletins ALR et de bulletins PLR afin d'assurer la continuité du service public des jeux). Nous notons sous ce rapport qu'un Bon de Commande a été émis le 22 juin 2011 pour un montant de 29 671 100 F CFA (date d'expiration de la période de validité de l'autorisation délivrée par l'ARMP si on se base sur la date de transmission de la décision N° 33/11), au terme d'une procédure de sélection marquée par les mêmes insuffisances évoquées ci-avant et qui a vu concourir PAPEX, BURO PLUS et STABURO qui ont parties liées altérant ainsi les règles d'une saine concurrence. Au regard des dates de livraison de cette commande (la première livraison est intervenue près de deux mois après l'émission du bon de commande) qui se sont échelonnées du 19 août au 15 septembre 2011. Une autre DRP (BC N° 4783 du 27 juin 2011) pour un montant de 29 671 100 F CFA a été lancée après l'expiration de la date limite de validité de l'autorisation ci-avant mentionnée l'essentiel des livraisons y relatives étant faites en novembre 2011 soit près de cinq mois après l'émission du bon de commande. Les éléments du fractionnement proscrit par l'article 54-5 du CMP sont ainsi constitués ;

Hormis l'offre du titulaire, toutes les offres ont dépassé le seuil de passation des marchés fixés à l'article 53 du code des marchés publics.

#### **DRP Consommables informatiques, ordres de recettes et paiements des lots, fournitures de bureau attribué à SOGEPROM pour**

### **29 559 590 F CFA TTC**

Hormis l'offre de l'attributaire, toutes les offres ont dépassé le seuil de passation des marchés par appel d'offres ;

La liste des fournisseurs consultés, les procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution du marché, et les documents relatifs au paiement ne figurent pas dans le dossier de passation ;

Les offres des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier de passation.

### **DRP Acquisition de splits attribué à FABU SERVICES pour 5 805 600 F CFA TTC**

La sélection du prestataire a été effectuée en dehors de la Commission des Marchés par une entité non habilitée.

### **DRP acquisition de dix-huit (18 000) tee-shirts attribuée au G.I.E LA RENAISSANCE pour 29 736 000 F CFA TTC**

Ce marché a été attribué au GIE LA RENAISSANCE (Bon de Commande N° 1186 du 19 juillet 2011 pour un montant de 29 736 000 F CFA) au terme d'une consultation marquée par des signes de collusion manifeste entre les fournisseurs BOUSSO CONSTRUCTION, GIE LE DJOLOFF, GESCO, COTEMCO. Nonobstant le dépôt de factures pro forma dont la présentation laisse entrevoir qu'elles proviennent de la même source (le GIE LE DJOLOFF et LE GIE LA RENAISSANCE ont le même NINEA), les quatre autres candidats ont coté leurs offres de prix au-delà du seuil de passation des marchés par DRP s'auto éliminant ainsi au profit du candidat pressenti. Nous notons par ailleurs que la Commission des Marchés n'a pas été associée au processus d'évaluation de cette cotation pilotée par une entité non habilitée à cet effet.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Se conformer à l'article 39 d CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés ;

Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la nécessaire tenue d'un registre de présence et à la transmission du procès verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires ;

<p>Appliquer les dispositions des articles 83 et 85 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure ;</p> <p>Veiller à la cohérence des informations inscrites sur les différents documents de passation de marchés ;</p> <p>Bannir la collusion en se conformant aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Appliquer les dispositions des articles 44 et 45 du CMP ;</p> <p>Dresser des contrats en bonne et due forme ;</p> <p>Eviter de modifier les montants attribués alors qu'aucune disposition allant dans ce sens n'est prévue dans le cahier des charges ;</p> <p>Eviter le fractionnement des marchés conformément à l'article 54-5 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 53 du CMP ;</p> <p>La Commission des Marchés doit exercer la plénitude de ses attributions.</p>



## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Paiements effectués pour les contrats d'entretien du réseau commercial, des agences et des magasins sans que les personnes habilitées n'aient certifiés les services faits ;

Des écritures de cession de créances ont été passées sur la base de supports non conformes.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

S'assurer que les certifications de services faits sont établies par les personnes habilitées avant la mise en règlement des factures.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

Des cessions de marchés publics ont été effectuées en violation des dispositions du CMP.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

Veiller au respect des règles de forme et de fonds qui encadrent la cession des marchés publics. Une cession de marché public ne peut résulter que d'un changement qui affecte la structure juridique du titulaire du marché sans remettre en cause les «éléments du choix initial, ni l'économie du marché, ni le titulaire du marché.

#### **1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>
<b>Nature</b>	<b>Acquisition de 5 000 stylos et 5 000 portes clefs</b>	<b>Achat de 23 000 bobines thermiques</b>	<b>Acquisition de dix-huit (18 000) tee-shirts</b>	<b>Confection de 3 500 000 ARL et de 1 500 000 PLR</b>
<b>Attributaires</b>	KO COMPANY	PAPEX	G.I.E LA RENAISSANCE	G.T.C.C
<b>Montants en F CFA TTC</b>	10 620 000 F CFA TTC	29 854 000 F CFA TTC	29 736 000 F CFA TTC	25 665 000 F CFA TTC
Violation de l'art 6 : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 83.2 : Procès verbal d'attribution non établi	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 84 du CMP : Contrat non établi	✓	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement	✓	✓	✓	✓
TVA non facturée et non précomptée	✓	✓	✓	✓
Existence de signes de collusion				✓



<b>Description</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>
<b>Nature</b>	<b>Achat de 23 000 bobines thermiques</b>	<b>Consommable informatique, ordres de recettes et paiements des lots, fournitures de bureau</b>	<b>Acquisition de splits</b>
<b>Attributaires</b>	<b>PAPEX</b>	<b>SOGEFROM</b>	<b>FABU SERVICES</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>29 854 000 F CFA TTC</b>	<b>29 559 590 F CFA TTC</b>	<b>5 805 600 F CFA TTC</b>
Violation de l'art 6 : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓	✓	✓
Violation de l'art 83.2 : Procès verbal d'attribution non établi	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓
Violation de l'art 84 du CMP : Contrat non établi	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement	✓	✓	✓
Profils des candidats de la liste restreinte inadéquats vis-à-vis des TDR		✓	✓
TVA non facturée et non précomptée	✓	✓	✓
Existence de signe de collusion	✓		

<b>Description</b>	<b>DRP N° 3079</b>	<b>DRP N° 2378</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>
<b>Nature</b>	<b>Confection de tenues de travail et fourniture de chaussures</b>	<b>Hébergement et restauration colonie de vacances 2011</b>	<b>Réhabilitation du bureau de Fatick</b>	<b>Organisation colonie de vacances 2011</b>
<b>Attributaires</b>	MUNIF GROUP SA	HOTEL COCOBAY	ETABLISSEMENT KEUR SABARA	CTA INCENTIVE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	15 664 500 FCFA TTC	27 816 800 FCFA TTC	14 947 650	23 642 700
Violation de l'article 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM			✓	✓
Violation de l'article 36 du CMP : Non-conformité de la Commission des Marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 83.2 du CMP : Procès verbal d'attribution non établi	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 84 du CMP : Contrat non établi ou non signé	✓	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement	✓	✓	✓	✓
TVA non facturée et non précomptée	✓	✓	✓	✓
Existence de signe de collusion			✓	

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.



Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Loterie Nationale Sénégalaise pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux

pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais



requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) de la LONASE, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée pour se conformer à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés N° 4325 a été pris le 12 octobre 2010 pour la Gestion 2011. L'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la Commission des Marchés doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Les actes de nomination des représentants de la tutelle (Ministère de l'Economie et des Finances) tout comme du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés de la LONASE n'ont pas été mis à notre disposition. La lettre de transmission de ces actes à la DCMP et à l'ARMP n'a pas non plus été mise à notre disposition.

Nous avons noté que la Commission des Marchés de la LONASE est irrégulièrement constituée car elle comprend en son sein d'une part, le Contrôleur de Gestion et d'autre part, le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipeement qui est également membre de la Cellule de Passation des Marchés. Nous rappelons qu'au terme de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante. Dès lors, le Contrôleur de Gestion ne peut être membre de la Commission des Marchés et le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipeement ne peut pas non plus être à la fois membre de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés.

Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a respecté que partiellement ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures d'appel à la concurrence.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée par Note N° 4347 du 12 octobre 2010 pour se conformer à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Comme indiqué ci-avant, nous avons noté la présence, dans la Cellule de Passation des Marchés, d'un membre de la Commission des Marchés ce qui est contraire à

l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36 du CMP qui dispose que les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la LONASE, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Nous notons un retard dans la transmission car le PPM aurait dû être établi et transmis à la DCMP au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

##### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié au journal « Le Soleil » des 05 et 06 Novembre 2010 pour se conformer aux dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA LONASE**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la LONASE sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA LONASE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

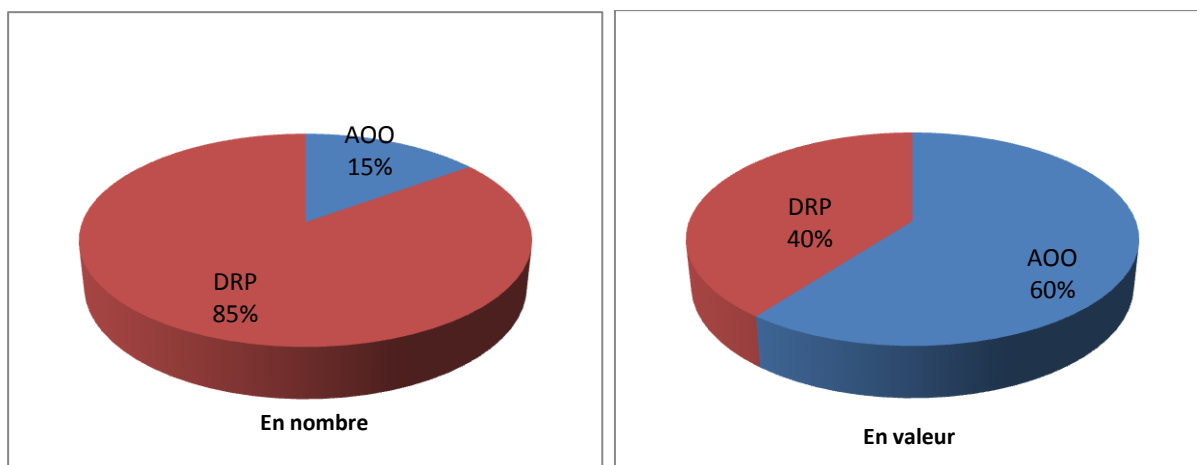
## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

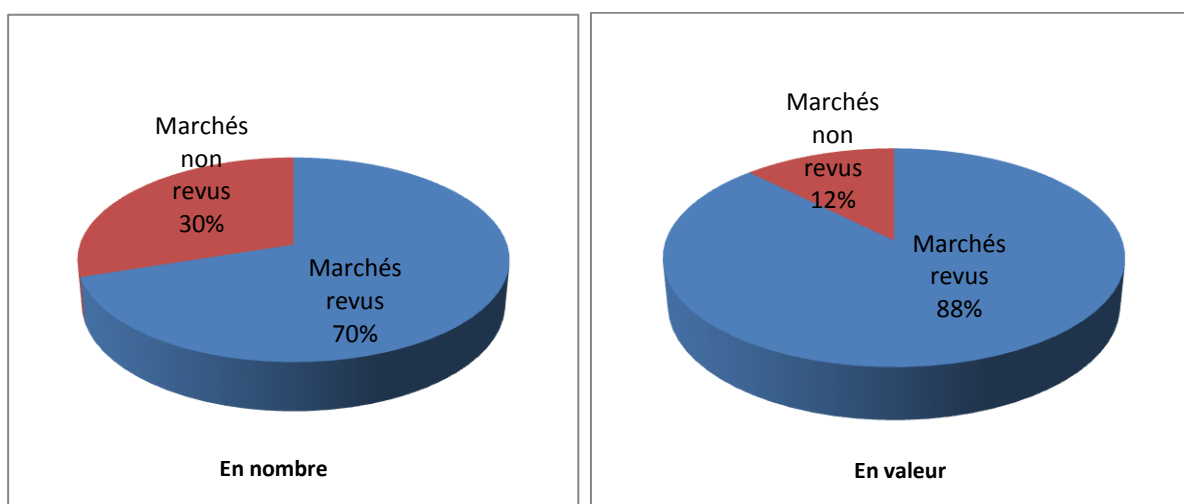
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d'offres ouverts (AOO)	03	540 068 617	03	540 068 617	100,00 %	100,00%
Appels d'offres restreints (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Propositions (DP)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	17	354 733 958	11	243 165 840	64,70 %	68,55 %
Ententes directes (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenants	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>894 802 575</b>	<b>14</b>	<b>783 234 457</b>	<b>70,00 %</b>	<b>87,53 %</b>



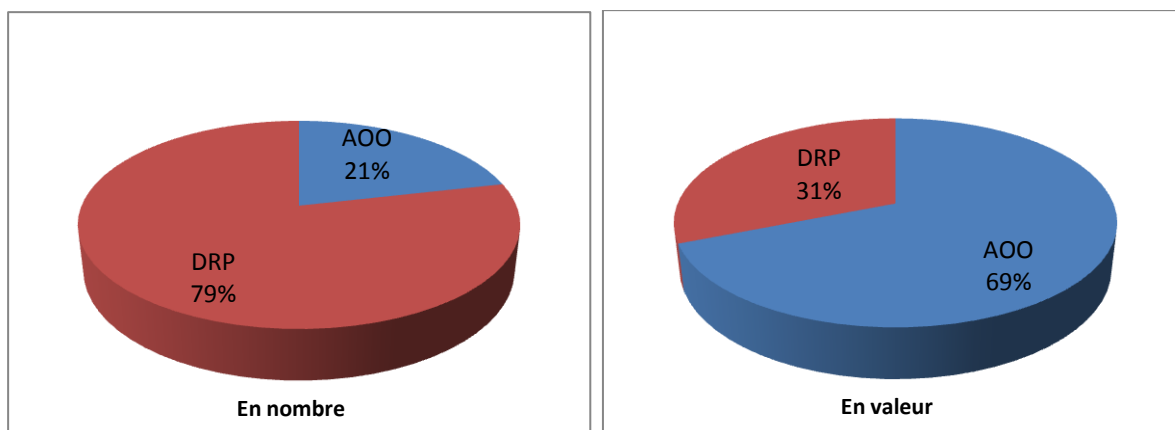
#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, les trois appels d’offres (100% en nombre et en valeur) et onze des dix-sept 17 DRP (64,70% en nombre et 68,55% en valeur) passés par l’ARTP soit un taux de couverture de 70% en nombre et 87,53% en valeur.



#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**



#### 4.2.2 MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES

<b>AOO N° 3005 FOURNITURES DE PROGRAMMES DE JEU PMU PLR-ALR &amp; PARI SPORTIF</b>	
<b>Date de l'AGPM</b>	05 et 06 Novembre 2010 « Le Soleil »
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>	
<b>Date de publication de l'AO</b>	28 Juillet 2011 « Le Soleil »
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	29 Août 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	29 Août 2011 10 h
<b>Garantie de soumission</b>	1 000 000 F CFA
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Non daté
<b>Date d'attribution provisoire</b>	12 Septembre 2011
<b>Date de publicité de l'attribution provisoire</b>	29 Septembre 2011 « Le Soleil »
<b>Date de souscription</b>	Contrat non retrouvé
<b>Date d'approbation</b>	Contrat non retrouvé
<b>Date d'immatriculation</b>	Contrat non retrouvé
<b>Date de notification</b>	Contrat non retrouvé
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Contrat non retrouvé
<b>Date de publicité de l'avis d'attribution définitive</b>	Non publiée
<b>Délai d'exécution</b>	15 mois
<b>Garantie de soumission</b>	1 000 000 FCFA
<b>Attributaire</b>	SODIC
<b>Montant du marché en TTC</b>	56 627 917 FCFA TTC

<p><b>Non conformités</b></p>	<p>Les convocations pour la séance d'ouverture des plis ont été envoyées aux membres de la commission le jour même de l'ouverture des plis. Le délai de cinq (5) jours francs entre la date de convocation et la date de réunion de la Commission des Marchés institué par l'article 39 du CMP n'a pas été respecté ;</p> <p>Une copie du registre de présence à la séance d'ouverture des plis n'est pas classée dans le dossier de marché. La tenue de ce registre conformément aux dispositions de l'article 67.3 du CMP est une exigence à laquelle il faut se conformer ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis au soumissionnaire ne figure pas dans le dossier de passation Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer ;</p> <p>Il en est de même de l'avis d'attribution définitive et de la lettre de notification de ladite attribution définitive du marché qui n'ont pas non plus été classés conformément à l'article 85 du CMP. La Commission qui a siégé pour l'ouverture des plis puis pour l'attribution est irrégulièrement constituée car elle comprend en son sein le Contrôleur de Gestion. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante. Dès lors, le Contrôleur de Gestion ne peut être membre de la Commission des Marchés ;</p> <p>Il s'y ajoute que deux membres de la CM et leurs suppléants respectifs ont siégé pour l'ouverture des plis. Il convient de préciser que lorsque le membre est présent, son suppléant ne doit pas siéger. Le suppléant peut assister à la séance d'ouverture des plis en qualité d'observateur la séance étant publique ;</p> <p>Un délai anormalement long s'est écoulé entre l'attribution provisoire et l'approbation du marché (près de quatre mois) ;</p>
-------------------------------	---

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la nécessaire tenue d'un registre de présence et à la transmission du procès verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires;</p> <p>Respecter les règles de notification de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>CONSTAT GENERAL SUR LES APPELS D'OFFRES</b></p> <p>Depuis l'exercice 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* la DAGE est membre uniquement de la Commission des Marchés</li> <li>* Le Contrôleur Interne (depuis 2011, Directeur de l'Audit Interne et de la Qualité) ne fait désormais plus partie ni de la Commission des Marchés ni de la Cellule de Passation des Marchés conformément au code des Marchés Publics. Le Contrôleur de Gestion qui ne gère pas le Contrôle Interne (aujourd'hui DAIQ) continue à siéger dans la Commission des Marchés, étant considéré comme notre Responsable Technique</li> <li>* Des efforts conséquents seront effectués en vue d'impliquer davantage la CM, d'améliorer les compétences des membres de la CPM en matière de rédaction des rapports trimestriels et annuels et enfin d'une meilleure couverture PPM par les transactions prévues au budget annuel.</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>AOO N°3006 GARDIENNAGE DES LOCAUX DE LA LONASE</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	
<b>Date de publication de l'AO</b>	29 Juillet 2011
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	29 Aout 2011 à 10 Heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 Jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	29 Aout 2011 à 10h48
<b>Date de l'évaluation technique</b>	08 Septembre 2011
<b>Date d'attribution</b>	12 Septembre 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	28 Juin 2011
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	29 Septembre 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	-
<b>Date de souscription</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	04 Janvier 2011
<b>Délai d'exécution</b>	12 Mois
<b>Garantie de soumission</b>	1 000 000 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	FAMBENE Sécurité
<b>Montant du marché en TTC</b>	6 920 700 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Les convocations pour la séance d'ouverture des plis ont été envoyées aux membres de la commission le jour de l'ouverture des plis. Le délai de cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion de la CM,

	<p>institué par l'art 39 du CMP n'a pas été respecté ;</p> <p>La feuille de présences attestant que l'ouverture des plis s'est déroulée en séance publique en présence des représentants des soumissionnaires conformément à l'art 67.3 du CMP n'a pas été classée dans le dossier ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer ;</p> <p>Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier ;</p> <p>Nous avons relevé des incohérences dans les informations relatives au délai d'exécution. Ledit délai d'exécution est de quinze (15) mois sur l'Avis d'attribution provisoire, trois (03) mois sur le support de publication de l'avis d'attribution provisoire et douze (12) mois sur l'Avis d'attribution définitive ;</p> <p>Le contrat prend effet à partir du 1<sup>er</sup> Février 2012 alors qu'il est signé le 06 Février et enregistré le 1<sup>er</sup> mars 2012.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la nécessaire tenue d'un registre de présence et à la transmission du procès verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure ;</p> <p>Veiller à la cohérence des informations inscrites sur les différents documents de passation de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>AO N° 3004 POUR LA FOURNITURE EN DEUX LOTS DISTINCTS DE BOBINES THERMIQUES ET DE BULLETINS DE JEU PMU PLR ALR</b>	
<b>Date de dépôt des offres</b>	29 Août 2011 – 09.H.00
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	29 Août 2011 – 09.H.25
<b>Montant du Lot 1 : Bobines thermiques en FCFA TTC</b> <b>Montant du lot 2 Bulletins PLR ALR</b>	Lot 1 : 319 440 000 (Prix unitaire 968 F) Lot 2 : 57 080 000 (Prix unitaire 5,61 F)
<b>Attributaire Lot 2</b>	MUNIF GROUP
<b>Attributaire Lot 2</b>	POLYKROME
<b>Date PV d'attribution provisoire</b>	12 septembre 2011
<b>Publication avis d'attribution provisoire des lots 1 et 2</b>	Le Soleil n° 12402 du 28/09/2011 et du 29/9/11
<b>Notification d'adjudication lot 1 Bob</b>	13 février 2012 par lettre 0479/SG/MDN
<b>Notification d'adjudication lot 2</b>	13 février 2012 par lettre 0478/SG/MDN
<b>Non conformités</b>	Dès approbation des propositions d'attribution des lots 1 et 2, la LONASE aurait dû aviser immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres et publier un avis d'attribution. Or, la notification aux attributaires n'a été faite que le 13 février 2012 alors que l'attribution a été prononcée le 29 septembre 2011 en violation de l'article 83.3 du CMP.
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP N° 3079 CONFECTION DE TENUES DE TRAVAIL ET FOURNITURE DE CHAUSSURES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	27 Juillet 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	16 Août 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	19 jours
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	5 offres: <ul style="list-style-type: none"> <li>- MUNIF GROUP SA</li> <li>- SOCIETE DE FOURNITURE D'EQUIPEMENT</li> <li>- MONDIAL BUSINESS INTERNATIONAL SARL</li> <li>- CHERIF INFORMATIQUE</li> <li>- SOCIETE DE FOURNITURES ET D'EQUIPEMENT DE PROTECTION SARL</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	MUNIF GROUP SA
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	15 664 500 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>La Commission des Marchés qui a procédé à l'ouverture des plis comprend Mr Etienne Médou agent de la Cellule de Contrôle de Gestion. Cette Commission qui a siégé pour l'ouverture des plis puis pour l'attribution est irrégulièrement constituée car aux termes de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'Autorité Contractante. Dès lors, un agent de la Cellule de Contrôle de Gestion ne peut être membre de la Commission des Marchés ;</p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner, le procès verbal d'attribution, le contrat... ne figurent pas dans le dossier ;</p> <p>Le dossier ne comprend pas les supports d'information des</p>

	<p>soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres comme recommandé par la circulaire 004 du Premier Ministre ;</p> <p>Les soumissionnaires MONDIAL BUSINESS, CHERIF INFORMATIQUE et MUNIF GROUP SA ont la même adresse : 12 Rue AMADOU ASSANE NDOYE ;</p> <p>L'examen des offres des candidats a permis de noter de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir une collusion entre fournisseurs.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux instructions de l'ARMP en la matière ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP ;</p> <p>Veiller à la régularité de la composition de la Commission des Marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Des efforts seront faits dans le sens d'une plus grande transparence des procédures de DRP.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>



<b>DRP N° 2378 HEBERGEMENT ET RESTAURATION COLONIE DE VACANCES 2011</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	08 Juin 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	17 Juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	8 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq candidats : HOTEL LES BOUGAINVILLEES, HOTEL AFRICA QUEEN SOMONE ROUTE DES BAOBABS, HOTEL LE PELICAN NDAGANE SALOUM, HOTEL COCO BAY SALY, HOTEL SAVANA SALY
<b>Nombre d'offres reçues</b>	2 offres : HOTEL COCOBAY, HOTEL PELICAN
<b>Attributaire</b>	HOTEL COCOBAY
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	27 816 800 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>La commission des marchés qui a procédé à l'ouverture des plis n'est pas conforme à l'article 36 du CMP ;</p> <p>Une seule lettre d'invitation datée du 08 Juin 2011, qui indique qu'elle a été adressée à cinq (5) candidats nommés dans la lettre, a été annexée au dossier. Le cahier de transmission ou les décharges des lettres d'invitation adressées aux candidats ne figurent pas dans le dossier ;</p> <p>Seule l'offre de BOUGAINVILLEES figure dans le dossier. Et paradoxalement, le pli de ce candidat n'a pas été ouvert ;</p> <p>Le PV d'évaluation ainsi que le PV d'attribution du marché ne figurent dans le dossier ;</p> <p>Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de la circulaire 004 du Premier Ministre.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004 du PM.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Aucun
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

<b>DRP PORTANT REHABILITATION DU BUREAU DE FATICK</b>	
<b>Date de saisine des prestataires</b>	06 juin 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	14 juin 2011 – 09.H.00
<b>Délai de préparation des offres</b>	7 jours
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	14 juin 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	Ets Keur SABARA.....14 947 650 FCFATTC EBTP Serigne GUEYE...16 407 393 FCFATTC SADEO..... 17 076 181 FCFATTC ESF..... 17 631 914 FCFATTC SEPD..... 18 446 940 FCFATTC
<b>Attributaire</b>	ETABLISSEMENT KEUR SABARA
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	14 947 650
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Notification d'attribution</b>	Néant
<b>Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus</b>	Néant
<b>Contrat</b>	Néant
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation adressées aux candidats appelés à soumissionner ne comportent ni numéros de référence ni d'accusé de réception en bonne et due forme pouvant nous assurer que les dites lettres ont été bien réceptionnées par leurs destinataires ;</p> <p>Il est d'ailleurs curieux en sus de ces anomalies, de constater qu'il a été tenu compte dans l'évaluation des offres, celle de la société EBTE Serigne Mbaye Guéye dont la lettre d'invitation n'a été reçue que le 17 juin 2011, soit trois jours après l'évaluation des offres ;</p> <p>Le « tableau de comparaison des cotations » qui tient lieu de PV d'ouverture en date du 14/06/2011 est signé du 25 juillet 2011 ;</p> <p>Le dossier ne comporte pas de procès-verbal d'attribution désignant le moins disant comme attributaire ;</p> <p>Les travaux à réaliser annoncés dans la DRP (Instructions aux soumissionnaires) sont sommaires et réduits à leur plus simple expression en ce qu'elle se limite à annoncer des travaux de « réfection-maçonnerie-plomberie-électricité-peinture- étanchéité-</p>

	<p>menuiserie..... » ; ce qui peut engendrer d'innombrables difficultés à la réalisation des travaux en raison des offres hétéroclites des candidats. La DRP fait référence à des critères d'évaluation qui seront basés sur les spécifications techniques énumérés au paragraphe 3 or aucun critère précis n'est dégagé à ce point ;</p> <p>Par ailleurs, l'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier un faisceau d'indices de collusion entre les acteurs notamment entre SADEO (Société d'Aménagement de Distribution et d'Equipeement) et E.S.F (Entreprise de Services et de Fournitures) dont les offres pourraient provenir de la même source ;</p> <p>En raison de la nature des travaux, il aurait fallu s'assurer également du respect des dispositions des articles 44 et 45 du CMP notamment les obligations à satisfaire vis-à-vis des services du Trésor public, de l'IPRES, de la CSS etc ;</p> <p>Aucun contrat n'est classé dans le dossier de passation de même que les pièces de règlement ;</p> <p>La lettre informant les candidats du rejet de leurs offres n'est pas classée dans le dossier de passation en violation de l'article 78-2 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Appliquer les dispositions des articles 44 et 45 du CMP ;</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 78-2 du CMP ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence ;</p> <p>Dresser un contrat en bonne et due forme.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	<p>En matière de DRP, la LONASE a commencé en 2012 à les traiter dans le cadre de la Commission des Marchés pour éviter de pareils dysfonctionnements.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP PORTANT ORGANISATION COLONIE DE VACANCES 2011</b>	
<b>Date de saisine des prestataires</b>	08 juin 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	20 juin 2011 – 09.H.00
<b>Délai de préparation des offres</b>	11 jours
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	20 juin 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	CCBA VOYAGE VIA SENEGAL VOYAGES CTA INCENTIVE ADA VOYAGE AFRICAN CONNECTION TOURS (ACT)
<b>Offres reçues</b>	Une (1)
<b>Attributaire</b>	CTA INCENTIVE
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	23 642 700
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	Néant
<b>Notification d'attribution</b>	Néant
<b>Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus</b>	Néant
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation destinées aux candidats sollicités portent toutes le même numéro de courrier ; elles ont été transmises par fax et accusées de réception à travers le journal de télécopies. Seuls deux soumissionnaires African Connection tours (ACT) et ADA Voyages ont fait l'objet d'un accusé de réception signé. A l'examen du document intitulé « Tableau de comparaison des cotations » qui fait office de PV d'ouverture et d'attribution, nous constatons qu'une seule offre est reçue de CTA INCENTIVE pour un montant TTC de 23 642 700. Ce montant est destiné à couvrir les excursions et visites, les frais de restauration et d'hébergement ne sont pas inclus ;</p> <p>Aucune facture définitive n'est attachée au dossier de passation. Un contrat surchargé référencé LONASE/DAGE/DAG/SGCDA /2011 en date du 24 juin 2011 indique un montant de 27 816 800 FCFATTC pour lequel la LONASE s'engage suivant les modalités suivantes :</p> <p>4 juillet 2011.....23 642 700</p> <p>Au 31/8/2011..... 3 500 000 représentant les honoraires de CTA. Ceci n'est pas conforme à l'offre de départ qui</p>

	<p>est de 23 642 700 FCFATTC au lieu de 27 142 700 F soit une augmentation de l'ordre de 3.500.000F ;</p> <p>Aucune lettre de notification ne figure dans le dossier de passation.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Appliquer les dispositions de l'article 78 du CMP ;</p> <p>Appliquer les dispositions des articles 83 et 85 du CMP ;</p> <p>Eviter de modifier les montants attribués d'autant qu'aucune disposition allant dans ce sens n'était prévue dans le cahier des charges.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	<p>Il s'agit d'une erreur non détectée lors de la rédaction du contrat.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP ACQUISITION DE 5 000 STYLOS ET 5 000 PORTES CLEFS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 Offres reçues : CAC, BOU EL CONSTRUCTION, SAFYA SERVICES, OPTIMUM SERVICES, KO COMPANY
<b>Attributaire</b>	KO COMPANY
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	10 620 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>La lettre d'invitation à soumissionner, le PV d'ouverture des plis, le PV d'attribution ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Des signes de collusion ont été notés au vu des factures pro forma entre BOU EL CONSTRUCTION et KO COMPANY qui est le titulaire du marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la transparence des procédures de DRP.</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Le contrat n'est plus en cours.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

<b>DRP N° ACHAT DE 23 000 BOBINES THERMIQUES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : STABUROSARL, LA CENTRALE PAPETIERE, PAPEX, BURO PLUS, I.P.E
<b>Attributaire</b>	PAPEX
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	29 854 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	A l'exception de l'offre de l'attributaire, les montants de toutes les autres offres sont au dessus du seuil de passation des marchés par Appel d'Offres. Les candidats (faire-valoir) bien au fait des seuils pour les différents modes de passation se seraient auto – éliminés au profit de l'attributaire. Ce soupçon de collusion est conforté par le fait que trois des soumissionnaires dont l'attributaire, sont des entreprises ayant parties liées ce qui fausse le jeu de la concurrence.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la transparence des procédures de passation des marchés et au libre jeu de la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP CONFECTION DE 3 500 000 ARL ET DE 1 500 000 PLR</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : WALEED DAABOUL, G.T.C.C, AFRITEX, SOTECH, AL HAKAM DADER
<b>Attributaire</b>	G.T.C.C
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	25 665 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Le marché de confection de 3 500 000 ARL et 1 500 000 PLR a été attribué à GTTC pour un montant de 25 665 000 F CFA TTC au terme d'une procédure organisée en dehors de la Commission des Marchés qui n'exerce pas la plénitude de ses attributions (B/C N° 4860 du 9 juin 2011). L'examen des offres des soumissionnaires (SOTECH, ALHAKAM DADER, AFRITEX, WALEED DAABOUL) a permis de noter qu'elles sont préparées sur du papier libre qui, à l'exception de l'entête et de l'adresse (le fournisseur AFRITEX n'a pas communiqué son adresse), ne renseignent ni sur le numéro d'enregistrement au Registre du Commerce, ni sur le numéro d'identification fiscale (NINEA) et ne donnent pas de numéro de téléphone (exception faite de SOTECH qui a communiqué un numéro de téléphone portable). Le dossier qui nous a été transmis ne comprend ni lettre d'invitation à soumissionner, ni procès verbal d'attribution (seul le tableau récapitulatif des offres de prix est joint à la liasse comptable), ni lettre d'information des soumissionnaires non retenus au terme de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la transparence des procédures de DRP.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	En matière de DRP, la LONASE a commencé en 2012 à les traiter dans le cadre de la Commission des Marchés pour éviter de pareils dysfonctionnements.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.



<b>DRP ACHAT DE 23 000 BOBINES THERMIQUES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : PAPEX, ALPHA NUMERIK, IMPRIMERIE PAPETERIE EXPRESS, MAFORES SARL, PAETERIE OUEST AFRICAINE
<b>Attributaire</b>	PAPEX
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	29 854 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Un achat de bobines thermiques a été effectué au terme d'une procédure de DRP attribuée à PAPEX le 24 février 2011 pour un montant de 29 854 000 F CFA (BC N° 180). Au-delà des non conformités liées au non respect du formalisme requis évoqué ci-avant, le mode de passation choisi par la Direction pour passer ce marché par DRP ne se justifie pas au regard des volumes d'achat de ce type de produit sur un exercice (l'achat a été effectué avant la décision N°033 /11/ARMP/CRD du 16 mars 2011 autorisant la LONASE à passer exceptionnellement par DRP pour une période de trois mois, les achats de bobines thermiques, de bulletins ALR et de bulletins PLR afin d'assurer la continuité du service public des jeux). Nous notons sous ce rapport qu'un Bon de Commande a été émis le 22 juin 2011 pour un montant de 29 671 100 F CFA (date d'expiration de la période de validité de l'autorisation délivrée par l'ARMP si on se base sur la date de transmission de la décision N° 33/11), au terme d'une procédure de sélection marquée par les mêmes insuffisances évoquées ci-avant et qui a vu concourir PAPEX , BURO PLUS et STABURO qui ont parties liées altérant ainsi les règles d'une saine concurrence. Au regard des dates de livraison de cette commande (la première livraison est intervenue près de deux mois après l'émission du bon de commande) qui se sont échelonnées du 19 août au 15 septembre 2011. Une autre DRP (BC N° 4783 du 27 juin 2011) pour un montant de 29 671 100 F CFA a été lancée après l'expiration de la date limite de validité de l'autorisation ci-avant mentionnée l'essentiel des livraisons y relatives étant faites en novembre 2011 soit près de cinq mois après l'émission du bon de commande. Les éléments du fractionnement proscrit par l'article 54-5 du CMP sont ainsi constitués ;</p> <p>Hormis l'offre du titulaire, toutes les offres ont dépassé le seuil de passation des marchés fixés à l'article 53 du code des marchés publics.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la transparence des procédures de DRP.</p> <p>Eviter le fractionnement des marchés conformément à l'article 54-5 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 53 du CMP ;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour assurer la commercialisation, la LONASE était dans l'obligation de passer en procédure d'urgence des commandes de bobines thermiques pour éviter toute rupture de stock préjudiciable au bon fonctionnement de nos services. Les livraisons étaient étalées car les locaux de stockage de la LONASE ne pouvaient recevoir en totalité la commande en une seule livraison.</p> <p>Nous n'avons pas connaissance de liens entre les trois soumissionnaires évoqués.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP CONSOMMABLES INFORMATIQUES, ORDRES DE RECETTES ET PAIEMENTS DES LOTS, FOURNITURES DE BUREAU</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	18 Octobre 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Date de Notification d'attribution</b>	03 Novembre 2011
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : CAYOR FOURNITURES DE BUREAU, ETS NDIAYE ET FRERES, TOUBA DAROU RAHMANE, DABAKH INFORMATIQUE, SOGEPROM
<b>Attributaire</b>	SOGEPROM
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	29 559 590 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Hormis l'offre de l'attributaire, toutes les offres ont dépassé le seuil de passation des marchés par appel d'offres ;</p> <p>La liste des fournisseurs consultés, les procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution du marché, les lettres informant les candidats non retenus du rejet de leurs offres, les documents relatifs au paiement ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Les offres des candidats non retenus ne figurent pas non plus dans le dossier de passation.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à la transparence des procédures de DRP et à leur formalisation conformément à la circulaire N° 4 du PM.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP ACQUISITION DE SPLITS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 Novembre 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : ACORS, DADA ENTREPRISES, IMPRIMERIE PAPETERIE SERIGNE SALIOU, FABU SERVICES, ADI TECHNOLOGIES
<b>Attributaire</b>	FABU SERVICES
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	5 805 600 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	La sélection du prestataire a été effectuée en dehors de la Commission des Marchés par une entité non habilitée.
<b>Recommandations</b>	La Commission des Marchés doit exercer la plénitude de ses attributions.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP ACQUISITION DE DIX-HUIT (18 000) TEE SHIRTS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : GESCO SARL, SOCIETE BOUSSO CONSTRUCTION, G.I.E LE DJOLOFF, COTEMCO, G.I.E LA RENAISSANCE
<b>Attributaire</b>	G.I.E LA RENAISSANCE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	29 736 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Ce marché a été attribué au GIE LA RENAISSANCE (Bon de Commande N° 1186 du 19 juillet 2011 pour un montant de 29 736 000 F CFA) au terme d'une consultation marquée par des signes de collusion manifeste entre les fournisseurs BOUSSO CONSTRUCTION, GIE LE DJOLOFF, GESCO, COTEMCO. Nonobstant le dépôt de factures pro forma dont la présentation laisse entrevoir qu'elles proviennent de la même source (le GIE LE DJOLOFF et LE GIE LA RENAISSANCE ont le même NINEA), les quatre autres candidats ont coté leurs offres de prix au-delà du seuil de passation des marchés par DRP pour s'auto éliminer au profit du candidat pressenti. Nous notons par ailleurs que la Commission des Marchés n'a pas été associée au processus d'évaluation de cette cotation pilotée par une entité non habilitée à cet effet.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la transparence des procédures de passation des marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Remarque prise en compte. La LONASE a déjà pris ses dispositions pour éviter ce genre de situation.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 02 avril 2013

**A Monsieur le Directeur Général  
de la Loterie Nationale Sénégalaise  
(LONASE)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye  
Associé



## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA  
GESTION 2011 – ELEMENTS DE REPONSE SUIVANT RAPPORT PROVISOIRE (MARS 2013)**

<b>MARCHE</b>	<b>CONSTATS DU CABINET D'AUDIT BSC</b>	<b>AUTORITE CONTRACTANTE AU MOMENT DE LA CONCLUSION DU MARCHE</b>	<b>COMMENTAIRES</b>
<b>Dossier INTIGRAF et MUNIF GROUP SA</b>	Contrat entente directe non autorisée signé le 29/09/2009 (tickets grattage = 98 393 550) avance : 25 % (24 598 388) payée le 19/10/2009 contrat remplacé par un autre signé le 20/10/2010 – dette enregistrée le 04/03/2011 Substitution d'un nouveau contrat avec celui initialement choisi par l'Autorité Contractante, ce qui constitue un changement d'un des termes essentiels du contrat	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Contrat relatif à l'acquisition de tickets instantanés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Wutiko</li> <li>• La poule aux œufs d'or,</li> </ul> et signé par l'ancien D.G. Le fournisseur INTIGRAF était défaillant et nos services n'étaient très au fait des textes en matière de cession des marchés publics.
<b>Dossier TBG</b>	<b>Modernisation et Informatisation LONASE</b> Contrat par entente directe non autorisée : 1 575 000 000 HT par an / pendant 7 ans	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Contrat en cours relatif au système d'exploitation, décrit de tous et pour des raisons diverses. La nouvelle DG s'est employée depuis le début de sa

			mission à le casser et à trouver un plus performant.
<b>ALHAKAM DADER</b>	Entretien et maintenance partie Réseau Commercial contrat signé le 06/08/2009 18 000 000 F CFA HT/mois 254 880 000 F CFA TTC / an - renouvelé par tacite reconduction et non enregistré - factures payées non certifiées	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Le contrat n'est plus en cours, remis en question par la nouvelle DG depuis son avènement, après une revue de l'ensemble des contrats.
<b>GTTC</b>	<b>(contrat entretien et maintenance des magasins et agences) signé le 09/03/2010</b> 7 500 000 F CFA HT – 106 200 000 F CFA TTC - Contrat anormalement renouvelé par tacite reconduction et non enregistré - Paiement sur base factures non certifiées	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Le contrat n'est plus en cours, remis en question par la nouvelle DG depuis son avènement, après une revue de l'ensemble des contrats.
<b>Entreprise Darou Mouhty (EDM)</b>	<b>Convention Maîtrise d'ouvrage déléguée signée le 1<sup>er</sup>/01/2008</b> Pour six (06) mois tacitement reconductible (entente directe non autorisée) – (cause de nullité absolue) - honoraires mensuels = 10 000 000 F CFA TTC - montant porté à 25 325 000 F CFA (nouveau contrat signé le 1 <sup>er</sup> janvier 2009 et valable jusqu'au 30/06/2010) Total factures émises au titres de 2011 non payées = 89 650 500 FCFA	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Le contrat n'est plus en cours, remis en question par la nouvelle DG depuis son avènement, après une revue de l'ensemble des contrats. Les travaux ont été repris à l'exclusion du MOD à qui la direction a signifié qu'elle ne fera plus aucun paiement tant qu'il n'aura pas justifié

	Montant annuel estimé du marché = 358 602 000 F CFA		l'effectivité de ses prestations.
<b>ECPS</b>	Contrat par entente directe non autorisée pour construction de 25 kiosques Paiements cumulés = 25 000 000 F CFA HT soit 29 500 000 F CFA TTC	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Le contrat n'est plus en cours.
<b>EMG</b>	<b>Deux (02) contrats (acquisition de 3 véhicules)</b> signés le 05/04/2011 et le 17/06/2011 87 886 372 FCFA TTC. Le contrat du 05/04/2011 pour acquisition d'une TOYOTA Land Cruiser d'un montant de 54 846 372 F CFA n'est pas enregistré et a été approuvé par le Directeur Général (et non souscrit par l'attributaire)	<b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	Cette absence d'enregistrement des contrats est une omission. Des corrections ont été apportées à ce genre de manquements.
<b>CEPIC</b>	Contrat Réalisation de supports audiovisuels pour 116 584 000 FCFA TTC par entente directe non autorisée ni daté ni enregistré – Paiement avance 25 % non couverte par une garantie de restitution d'avance.	<b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	Il s'est agi d'une consultation restreinte de 6 prestataires différents (VOX EVENT'S SARL, HAVAS, DAK'COR, ETYNCEL, BLACK EMOTION et CEPIC). Il faut reconnaître que le dossier a manqué de formalisme.
<b>LIDOYA</b>	Contrat exclusivité prise de paris des courses hippiques de PMU France par entente directe signé le 21/09/2011 pour 468 000 000 FCFA/an + créance PMU France de		<b>Voir commentaires en fin de tableau.</b>

	436 867 362 FCFA soit 666 000 Euros - ni contrat d'exclusivité - ni avis DCMF sur l'entente directe - ni acte de cession de créance entre PMU France et LIDOYA, opération enregistrée à tort (sans acte de cession et aucune acceptation de ladite cession par acte authentique)	<b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b>	
<b>GIE LA RENAISSANCE</b>	Marché de 18 000 Tee-Shirts BC n° 1186 du 19/07/2011 – Montant = 29 736 000 F CFA Signes de collusion manifeste entre <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bousso Construction</li> <li>• GIE Le Djoloff</li> <li>• GESCO</li> <li>• COTEMCO</li> </ul> - Avec des offres supérieures au seuil de passation des marchés DRP - la Commission des Marchés n'est pas associée au processus d'évaluation	<b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b>	Remarque prise en compte. La LONASE a déjà pris ses dispositions pour éviter ce genre de situation.
<b>GTTC</b>	BC n° 4860 du 09/06/2011 de 25 665 000 FCFA TTC Confection de coupons ALR (3 500 000) et PLR (1 500 000)		En matière de DRP, la LONASE a commencé en 2012 à les traiter dans le cadre de la

	<p>-Procédures organisées en dehors de la Commission des Marchés</p> <p>- Les soumissionnaires : SOTECH, AL HAKAM DADER, AFRITEX et WALEED DAABOUL ont des dossiers sans lettre d'invitation, sans PV d'attribution, sans lettre d'information aux soumissionnaires non retenus et sans renseignement sur le n° de registre de commerce, le NINEA et le n° de téléphone sauf pour SOTECH qui a donné un n° de portable.</p> <p><u>Mêmes insuffisances constatées sur :</u></p> <p>- BC n° 4547 Tee - shirts – MUNIF GROUP 6 608 000 F CFA</p> <p>- BC du 15/12/2011 – 15 splits FABU Service 5 805 600 FCFA</p>	<p><b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b></p>	<p>Commission des Marchés pour éviter de pareils dysfonctionnements</p>
<b>PAPEX</b>	<p>BC n° 180 du 24/02/2011 Bobines thermiques</p> <p>- Non-respect formalisme requis en matière de DRP</p> <p>- Avant décision n° 033/11/ARMP/CRD du 16/03/2011 autorisant la LONASE à passer le marché exceptionnellement par DRP pour une période de 3 mois les achats de bobines thermiques, de bulletins ALR et PLR afin d'assurer la continuité du Service public des jeux).</p>	<p><b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b></p>	<p>Pour assurer la commercialisation, la LONASE était dans l'obligation de passer en procédure d'urgence des commandes de bobines thermiques pour éviter toute rupture de stock préjudiciable au bon fonctionnement de nos services. Les livraisons étaient étalées car les locaux de</p>

	<p>BC du 22/06/2011 : 29 671 100 F CFA (date d'expiration période de validité autorisation ARMP n° 033/11 Procédure avec PAPEX – BURO PLUS et STABURO qui ont parties liées. BC n° 4783 du 27/06/2011 : 29 671 100 FCFA (après expiration autorisation ARMP N° 033/11) L'essentiel des livraisons en Novembre 2011</p>		<p>stockage de la LONASE ne pouvaient recevoir en totalité la commande en une seule livraison. Nous n'avons pas connaissance de liens entre les trois soumissionnaires évoqués.</p>
<b>Elhadji Mouhamadou El Habib LY</b>	<p>Contrat d'Intermédiation Sociale conclu par Entente Directe non autorisée avec El hadji Mouhamadou El Habib LY 26 400 000 F CFA / an Clause de reconduction tacite illicite en matière de marchés publics Cause de nullité absolue du contrat Aucune justification de la matérialité des prestations</p>	<b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	<p>Nous allons dénoncer le contrat, organiser une DRP et revoir les conditions contractuelles.</p>
<b>LE MESSENGER</b>	<p>Contrat par Entente Directe signé le 06/12/2010 pour une période de 06 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 avec le Messenger pour des insertions publicitaires quotidiennes. Montant mensuel 4 500 000 F CFA HT Contrat renouvelé pour 06 autres mois le</p>	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	<p>Contrat d'origine politique non renouvelé</p>

	22/06/2011 - marché global de 63 720 000 F CFA TTC	<b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	
<b>Lynx Consulting</b>	Contrat de 29 500 000 F CFA TTC pour une campagne de communication institutionnelle - Offres 5 soumissionnaires = factures proforma - Absence de lettre d'invitation, de cahier de charges précis - Facture attributaire datée du 17/03/2011 - Contrat attributaire datée du 21/03/2011 - Paiement intégral prestation le 01/04/2011 pour un contrat censé durer un an	<b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	Des efforts seront faits à l'avenir dans le sens d'une plus grande transparence des procédures de DRP.
<b>PREVOYANCE ASSURANCES</b>	Polices d'assurance avec Prévoyance Assurances sans mise en œuvre d'une procédure concurrentielle pour un montant de 75 522 530 F CFA	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	Contrat non renouvelé Des efforts seront faits à l'avenir dans le sens d'une plus grande transparence des procédures de DRP
<b>ETS KEUR SABARA</b>	Réhabilitation du Bureau de Fatick		

	<p>Montant : 14 947 650 FCFA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Signes de collusion entre fournisseurs : SADEO et ESF</li> <li>- EBTE Serigne Mbaye GUEYE a accusé réception de la lettre d'invitation le 17/06/2011 soit 3 jours après la date limite de dépôt des offres (14/06/2011 : opération de régularisation)</li> <li>- Instructions aux soumissionnaires sommaires entraînant des difficultés à la réalisation</li> <li>- Evaluation sur spécifications techniques alors qu'aucun critère n'a été dégagé</li> </ul>	<b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b>	En matière de DRP, la LONASE a commencé en 2012 à les traiter dans le cadre de la Commission des Marchés pour éviter de pareils dysfonctionnements.
<b>DARADJI Multiservices</b>	<p>Achat de casquettes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-BC n° 4921 du 21/03/2011 de 7 080 000 FCFA TTC</li> <li>- Signes de collusion entre ESPACE GLOBAL, TECHNOPOINT PLUS, SOUMBAR EXPRESS SERVICES et MENDA SERVICES, entreprises habituées à soumissionner ensemble avec le même mode opératoire</li> </ul>	<b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b>	Contrat exécuté dans le cadre de l'organisation des procédures en matière de DRP la LONASE mettra fin à de telles irrégularités
<b>CTA INCENTIVE</b>	<p>DRP Colonie de vacances</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-montant : 23 642 700 FCFA porté à 27 816 800 FCFA à la signature du contrat alors qu'aucune disposition du cahier des charges ne prévoit une telle éventualité</li> </ul>	<b>AMADOU SAMBA KANE,</b> <b>Directeur Général</b>	Il s'agit d'une erreur non détectée lors de la rédaction du contrat.
<b>KO COMPANY</b>	DRP acquisition 5 000 stylos et 5 000 porte-clefs		Le contrat n'est plus en cours.



	-montant 10 620 000 FCFA -Signes de collusion entre BOU EL CONSTRUCTION et KO COMPANY	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>	
<b>MUNIF GROUP</b>	DRP n° 3079, confection de tenues de travail et fourniture de chaussures -montant 15 664 500 -Signe de collusion : les soumissionnaires MONDIAL BUSINESS, CHERIF INFORMATIQUE et MUNIF GROUP ont la même adresse : 12, Rue Amadou Assane NDOYE	<b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	Des efforts seront faits dans le sens d'une plus grande transparence des procédures de DRP.
<b>CONSTAT GENERAL SUR LES APPELS D'OFFRES</b>	Constitution Commission de Marchés et Cellule Passation des Marchés - Le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipeement est membre de la CPM et de la Commission des Marchés - Le Contrôleur de Gestion, ayant en charge la Cellule du Contrôle Interne, continue à faire partie de la Commission des Marchés. Contrôle exécution plan de passation des marchés et état récapitulatif des DRP - Nombreuses transactions absentes du PPM - DRP lancées et évaluées par la DAGE hors de la Commission des Marchés - Rapport annuel et rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP non produits	<b>BAILA ALIOUNE WANE, Directeur Général</b>  <b>AMADOU SAMBA KANE, Directeur Général</b>	Depuis l'exercice 2012 : * la DAGE est membre uniquement de la Commission des Marchés * Le Contrôleur Interne (depuis 2011, Directeur de l'Audit Interne et de la Qualité) ne fait désormais plus partie ni de la Commission des Marchés ni de la Cellule de Passation des Marchés conformément au code des Marchés Publics. Le Contrôleur de Gestion qui ne gère pas le Contrôle Interne (aujourd'hui DAIQ) continue à siéger dans la Commission des Marchés, étant considéré comme notre Responsable Technique * Des efforts conséquents seront effectués en vue d'impliquer davantage la CM, d'améliorer les

			compétences des membres de la CPM en matière de rédaction des rapports trimestriels et annuels et enfin d'une meilleure couverture PPM par les transactions prévues au budget annuel.
--	--	--	---

## **LIDOYA :**

Ce contrat a été signé dans une situation particulière :

La LONASE était en contentieux depuis 2009 avec PMU France, date à laquelle ce dernier a suspendu la fourniture des images et des informations hippiques nous permettant de faire la prise de paris.

La Direction Générale de l'époque avait cru devoir mettre en place une solution technique lui permettant d'avoir les images sans payer de redevances (piratage). Cette situation a perduré jusqu'à la nomination en janvier 2011 du nouveau Directeur Général. Ce dernier s'est rapproché de PMU France en vue de régler le contentieux, rembourser la dette et avoir légalement les images.

Mais PMU France lui a opposé un contrat d'exclusivité signé avec la Panafricaine des Jeux, aux termes duquel cette dernière devait seule commercialiser les images et les informations hippiques des courses françaises au Sénégal. Après investigation, la LONASE s'est rendu compte que la Panafricaine des jeux était irrégulièrement constituée (non autorisée par le CA, non-respect de la réglementation de prise de participation des sociétés nationales dans d'autres sociétés privées, objet social identique à celui de la LONASE et subdélégation non autorisée du monopole de l'Etat par l'ancien DG).

Devant la nécessité impérieuse d'assurer la pérennité de l'exploitation et pour éviter d'utiliser frauduleusement les images et les informations hippiques des courses françaises, la LONASE, en accord avec les responsables de la Panafricaine et de PMU, a signé à titre transitoire un contrat avec LIDOYA, société sœur de la Panafricaine des Jeux, avec comme condition le remboursement de la dette vis-à-vis de PMU France.

Nous avons préféré cette solution en attendant le règlement du contentieux avec la Panafricaine des Jeux porté par la LONASE devant les tribunaux.

Le Directeur Général